



PREFECTURE DE L'OISE

Arrêté autorisant la SNC ROUTIERE MORIN Aisne
à exploiter une carrière de sables et graviers
à ATTICHY et BITRY

LE PREFET DE L'OISE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code minier et notamment ses articles 4 et 107 ;

VU le code de l'environnement ;

VU le code du patrimoine ;

VU l'ordonnance n° 59-115 du 7 janvier 1959 relative à la voirie des collectivités locales ;

VU l'ordonnance n° 2000-914 du 18 septembre 2000, relative à la partie législative du code de l'environnement ;

VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié et complété, et la nomenclature des installations classées annexée ;

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application des dispositions reprises au titre 1er « installations classées pour la protection de l'environnement » du livre V du code de l'environnement ;

VU le décret n° 2002-89 du 16 janvier 2002 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié, relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

VU l'arrêté ministériel du 1er février 1996 modifié, fixant le modèle d'attestation de la constitution des garanties financières prévues à l'article 23-3 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 susvisé ;

.../...

VU l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié, relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 10 février 1998 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

VU l'arrêté préfectoral du 27 avril 1999 approuvant le schéma départemental des carrières de l'Oise ;

VU la demande souscrite le 23 février 2001 par le représentant de la société ROUTIERE MORIN, dont le siège social est situé B.P. n° 39 - 02290 - VIC SUR AISNE, à l'effet d'être autorisé à exploiter une carrière à ciel ouvert de sables et graviers sur le territoire des communes d'ATTICHY, lieux dits « L'Avenue » « La Mer », parcelles cadastrées section ZO n° 52 ; section D n° 73 à 75 et 76p ; et de BITRY, lieux dits « Proche de la Maladrerie » « Proche le Bac » « Le Buissonnet », parcelles cadastrées section ZC n° 52, 55p, 40p, 42 à 49 et 56 ;

VU les plans et documents joints à la demande précitée ;

VU les avis exprimés au cours de l'instruction réglementaire ;

VU le rapport et les propositions du directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Picardie en date du 25 février 2004 ;

VU l'avis de la commission départementale des carrières en date du 16 juin 2004 ;

VU la correspondance du 13 juillet 2004 par laquelle M. Christian CARLIER, agissant en qualité de directeur de filiale, signale le changement de raison sociale de la société ROUTIERE MORIN, devenue SNC ROUTIERE MORIN Aisne, dont le siège social est situé 6 rue Paul Braux - B.P. n° 35 - 02290 - VIC SUR AISNE, et fournit un extrait du registre du commerce et des sociétés ;

VU la lettre du 10 septembre 2004 par laquelle M. Christian CARLIER, agissant en qualité de directeur de filiale de la SNC ROUTIERE MORIN Aisne, indique que les capacités techniques et financières demeurent inchangées et produit sa délégation de pouvoirs, ainsi qu'un nouveau plan de situation cadastrale de l'exploitation tenant compte de l'abandon d'une partie de la parcelle cadastrée ZO n° 52, au lieudit « L'Avenue » sur le territoire communal d'ATTICHY ;

CONSIDERANT qu'aux termes de l'article L 512-1 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

.../...

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, sont de nature à prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité et la salubrité publiques et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

LA pétitionnaire entendue ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Oise

ARRETE

ARTICLE 1er :

La SNC ROUTIERE MORIN Aisne, dont le siège social est situé 6 rue Paul Braux - B.P. n° 35 - 02290 - VIC SUR AISNE, représentée par M. Christian CARLIER, agissant en qualité de directeur de filiale, est autorisée à exploiter une carrière de sables et graviers sur le territoire des communes d'ATTICHY, lieux dits « L'Avenue » « La Mer », parcelles cadastrées section ZO n° 52p ; section D n° 73 à 75 et 76p, et de BITRY, lieux dits « Proche la Maladrerie » « Proche le Bac » « Le Buissonnet », parcelles cadastrées section ZC n° 52, 55p, 40p, 42 à 49 et 56, de superficie totale. 55 ha 29 a 91 ca, telles qu'elles figurent au plan à l'échelle 1/5000ème dont un exemplaire est annexé au présent arrêté.

La présente autorisation est accordée sous réserve des droits des tiers, dans les limites des droits d'extraction dont est titulaire la bénéficiaire et sous réserve du respect des dispositions réglementaires applicables à l'installation, en particulier celles édictées en annexe du présent arrêté ou pouvant l'être par arrêté complémentaire.

ARTICLE 2 :

La présente décision ne peut être déférée qu'auprès de la juridiction administrative compétente, conformément aux dispositions de l'article L 514-6 du code de l'environnement susvisé. Le délai de recours est :

- pour la bénéficiaire de 2 mois, à compter de la notification de cette décision,
- pour les tiers de 6 mois, à compter de l'achèvement des formalités de publicité de déclaration de début d'exploitation transmise par l'exploitant au préfet.

.../...

ARTICLE 3 :

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le sous-préfet de COMPIEGNE, les maires d'ATTICHY et de BITRY, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Picardie et l'inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Un extrait sera publié, aux frais de la pétitionnaire, dans deux journaux locaux ou régionaux, diffusés dans tout le département, et affiché en mairie par les soins des maires des communes d'ATTICHY et de BITRY.

Fait à Beauvais, le 13 septembre 2004.

pour le préfet,
le secrétaire général,



Jean-Régis BORIUS

DESTINATAIRES

M. Christian CARLIER
Directeur de filiale
SNC ROUTIERE MORIN Aisne
6 rue Paul Braux - B.P. n° 35
02290 - VIC SUR AISNE

M. le sous-préfet de COMPIEGNE

M. le préfet de l'Aisne
direction des libertés publiques - bureau de l'environnement et du cadre de vie
2 rue Paul Doumer - 02010 - LAON cédex

M. le maire d'ATTICHY
M. le maire de BITRY
M. le maire de COULOISY
M. le maire de COURTIEUX
M. le maire de CROUTOY
M. le maire de CUISE LA MOTTE
M. le maire d'HAUTEFONTAINE
M. le maire de JAULZY
M. le maire de MONTIGNY LENGRAIN (02290)
M. le maire de RESSONS LE LONG (02290)
M. le maire de SAINT CHRISTOPHE A BERRY (02290)
M. le maire de SAINT PIERRE LES BITRY
M. le maire de VIC SUR AISNE (02290)

M. le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt

M. le directeur départemental de l'équipement

Mme. la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales

M. le chef du service départemental de l'architecture
architecte des bâtiments de France
Place du Palais - B.P. 10769 - 60207 - COMPIEGNE cédex 2

M. le conservateur régional de l'archéologie
direction régionale des affaires culturelles de Picardie
5 rue Henri Daussy - 80044 - AMIENS cédex 1

M. le directeur régional de l'environnement
56 rue Jules Barni - 80040 - AMIENS cédex

.../...

M. le directeur du service interministériel de défense et de protection civile

M. l'ingénieur d'arrondissement Picardie
service de la navigation de la Seine
2 boulevard Gambetta - BP 20053 - 60321 - COMPIEGNE

M. le chef de la subdivision EDF GDF
11 place de la Gare - 60200 - COMPIEGNE

M. le directeur régional de France Télécom Picardie
unité infrastructure réseau Picardie
20 avenue Paul Claudel - 80050 - AMIENS cédex

M. le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Picardie
44 rue Alexandre Dumas - 80094 - AMIENS Cédex 3

M. l'inspecteur des installations classées
DRIRE - groupe de subdivisions de l'Oise
ZA de la Vatine - 283 rue de Clermont - 60000 - BEAUVAIS
(s/c. du chef de groupe de subdivisions de l'Oise)

ANNEXE

TITRE I : ACTIVITE AUTORISEE

I.1 : Classement de l'installation

L'établissement comprend l'installation mentionnée à la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement suivante :

Rubrique	Régime	Désignation de l'installation	Caractéristiques de l'installation
2510.1°	Autorisation	Exploitation de carrière au sens de l'article 4 du code minier	Extractions de sables et graviers alluvionnaires Surface autorisée : 552 991 m ² Surface exploitable : 435 000 m ² Production max. : 200 000 t/an

I.2 : Durée de l'autorisation

L'autorisation est accordée pour une durée de 12 ans à compter de la date de notification du présent arrêté. Elle cessera de produire effet si l'installation n'est pas mise en service sous le délai de trois ans ou si son exploitation cesse durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

I.3 : Rythme de l'exploitation

L'établissement ne fonctionne qu'en période diurne au sens de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 susvisé, exclusivement les jours ouvrables, exceptionnellement le samedi matin.

TITRE II : CONDITIONS GENERALES DE L'AUTORISATION

II.1 : Champ d'application

Les prescriptions de l'autorisation s'appliquent à l'installation dans l'établissement susvisé et à celles qui, bien que ne relevant pas de la nomenclature des installations classées, sont de nature à modifier les dangers et inconvénients qu'il présente.

II.2 : Modification

Toute modification apportée par le demandeur aux installations ou à leur mode d'utilisation, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

II.3 : Direction technique

Avant tout début d'exploitation, la bénéficiaire porte à la connaissance de l'inspection des installations classées, les nom, prénom et adresses postale et téléphonique de la personne physique chargée de la direction technique des travaux. A défaut, le représentant de l'exploitant est réputé être personnellement chargé de la direction technique des travaux.

II.4 : Changement d'exploitant, renouvellement, cessation d'activité, suspension

Le renouvellement de l'autorisation pourra être demandé. La demande devra en être déposée au moins six mois avant l'expiration de l'autorisation en cours dans les conditions fixées par le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié.

Si le renouvellement n'est pas sollicité, l'exploitant devra adresser au préfet, au moins six mois avant la date d'expiration de la validité de la présente autorisation, une déclaration de fin de travaux accompagnée d'un mémoire donnant toutes précisions sur les travaux de remise en état des lieux et leur date de réalisation finale. Cette déclaration sera présentée et instruite conformément aux dispositions de l'article 34-1 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié.

La même procédure sera appliquée :

- en cas de renonciation totale ou partielle de la présente autorisation,
- en cas de refus de renouvellement sollicité.

En cas de changement d'exploitant, le nouvel exploitant, ou son représentant, devra en faire la demande au préfet, trois mois au moins avant la date de prise de possession envisagée. A la demande seront annexés les documents établissant les capacités techniques et financières du nouvel exploitant et la constitution de garanties financières.

Dans les cas prévus notamment par l'article L 514-1 du code de l'environnement, en cas de non respect des dispositions en vigueur, l'autorisation peut à tout moment être suspendue.

II.5 : Garanties financières

II.5.1 L'autorisation a une durée de 12 ans qui inclut la remise en état des lieux. La dernière année est réservée à la poursuite jusqu'à leur fin des derniers travaux de remise en état.

II.5.2 La production moyenne annuelle autorisée est de 180 000 t de sables et graviers.

La quantité totale autorisée à extraire est de 999 000 m³, soit 1 998 000 t.

II.5.3 Le site de la carrière porte sur une surface de 435 000 m².

La remise en état est achevée au plus tard à l'échéance de l'autorisation.

Les phases quinquennales d'exploitation sont caractérisées par leur plus grande surface respective susceptible d'être en chantier :

- phase I, de 0 à 5 ans : 142 000 m²
- phase II, de 5 à 10 ans : 126 600 m²
- phase III, de 10 à 12 ans: 25 600 m².

L'exploitant notifie chaque phase de remise en état au préfet.

II.5.4 L'exploitant constitue des garanties financières et les renouvelle tous les cinq ans au plus tard afin de permettre la remise en état maximale à tout moment au cours de l'exploitation.

Le montant des garanties financières constituées lors de la mise en exploitation faisant l'objet de la présente décision est de :

- phase I, de 0 à 5 ans : 335 635 €
- phase II, de 5 à 10 ans: 303 373 €
- phase III, de 10 à 12 ans: 99 244 €.

II.5.5 Aménagements préliminaires et notification de la constitution des garanties financières

Dès la notification de la présente décision, avant tout début d'exploitation, la bénéficiaire doit mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état des lieux peut être consulté. Dès que ces aménagements ont été réalisés, elle adresse au préfet une déclaration de début d'exploitation et le document établissant la constitution des garanties financières.

II.5.6 L'exploitant adresse au préfet le document établissant le renouvellement des garanties financières six mois au moins avant leur échéance.

II.5.7 Fin d'exploitation

Sans que cela fasse obstacle au droit d'exploiter accordé par le présent arrêté pour la durée prévue au titre I.2 ci-dessus, l'exploitant adresse au moins six mois avant la date d'expiration de l'autorisation une notification de fin d'exploitation et un dossier comprenant :

- le plan à jour de l'installation,
- le plan de remise en état définitif,
- un mémoire sur l'état du site (accompagné de photos).

II.5.8 Modalités d'actualisation du montant des garanties financières.

Tous les cinq ans, le montant des garanties financières est actualisé compte tenu de l'évolution de l'indice TP01.

Lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 % de l'indice TP01 sur une période inférieure à cinq ans, le montant des garanties financières doit être actualisé dans les six mois suivant l'intervention de cette augmentation.

L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant.

II.5.9 Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières est subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières.

II.5.10 L'absence de garanties financières entraîne la suspension de l'activité, après mise en oeuvre des modalités prévues à l'article L 514-1 3° du code de l'environnement.

II.5.11 Le préfet fait appel aux garanties financières :

- soit en cas de non-respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral en matière de remise en état après intervention de la mesure de consignation prévue à l'article L 514-1 du code de l'environnement ;

- soit en cas de disparition juridique de l'exploitant et d'absence de remise en état conforme au présent arrêté.

II.5.12 Remise en état non conforme à l'arrêté d'autorisation.

Toute infraction aux prescriptions relatives aux conditions de remise en état constitue après mise en demeure un délit conformément aux dispositions de l'article L 514-11 du code de l'environnement.

II.6 : Conduite de l'exploitation

L'installation et ses annexes sont situées, installées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers de demande d'autorisation, en tout ce qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et des règlements en vigueur.

L'exploitation des installations doit être conduite de manière à éviter les émissions de polluants dans l'environnement.

II.7 : Surveillance

L'inspecteur des installations classées peut demander à tout moment la réalisation, inopinée ou non, de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets, de sols, ou de mesures de niveaux sonores ou de vibrations afin de contrôler l'impact de l'exploitation sur l'environnement.

L'ensemble des frais occasionnés par les opérations précitées est à la charge de l'exploitant.

Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions conditionnant la présente autorisation, il peut être fait application des sanctions prévues à l'article L 514-1 du code de l'environnement.

II.8 : Incident - accident

Tout incident notable ou accident survenu du fait du fonctionnement des installations, y compris des opérations de chargement ou déchargement des produits, qui est de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement, est déclaré dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées.

L'exploitant fournit à cette dernière, sous quinze jours, un rapport sur les origines et causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour y remédier et en éviter le renouvellement.

II.9 : Rappel des textes visant l'installation

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'installation les prescriptions qui les concernent des textes cités ci-dessous :

- arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié, relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;
- arrêté ministériel du 1er février 1996 modifié fixant le modèle d'attestation de la constitution des garanties financières prévues à l'article 23-3 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;
- arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié, relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- arrêté ministériel du 10 février 1998 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées.

TITRE III : PRESCRIPTIONS GENERALES

III.1 : Généralités

III.1.1 Usage et tenue de l'établissement

Le site est à usage strictement industriel et n'est ni occupé, ni habité par des tiers. Les activités de loisirs ou de sports sont prohibées pendant la durée de l'exploitation.

Toutefois, pour les parcelles en attente d'exploitation ou remises en état, les activités utiles à l'entretien des sols ou à l'insertion paysagère, les activités agricoles notamment, sont admises sous réserve :

- qu'il n'en résulte pas d'inconvénient ou de danger supplémentaire pour les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement,
- qu'elles ne fassent pas obstacle à l'application des dispositions réglementant le fonctionnement des installations classées pour la protection de l'environnement exploitées sur le site,
- que l'exploitant adopte toutes mesures utiles aux intervenants (information préalable, plan de prévention signé par les parties...) qu'il accepte sous sa responsabilité dans l'emprise du site afin de permettre l'application effective des alinéas précédents.

Le site est maintenu propre et entretenu en permanence. Ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (plantations, engazonnement.....).

Aucun stockage, même temporaire, de matériaux ou produits non utiles à l'exploitation n'est réalisé dans l'établissement.

III.1.2 : Prévention et pollutions accidentelles

L'exploitant prend toutes dispositions utiles dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les risques de pollution accidentelle de l'air, des eaux ou des sols.

En particulier, il établit des consignes d'exploitation qui indiquent explicitement les dispositions à appliquer et les contrôles à effectuer pour respecter en toute circonstance les prescriptions du présent arrêté.

III.1.3 : Formation et information du personnel

L'exploitant veille à la qualification professionnelle du personnel intervenant dans l'établissement.

La formation du personnel affecté à la conduite ou à la surveillance d'installations susceptibles, en cas de fonctionnement anormal, de porter atteinte à l'environnement, doit être en relation avec les règlements visant à la protection de l'environnement.

L'exploitant établit et tient à jour une ou des consignes de sécurité fixant en particulier les mesures à prendre (évacuation, arrêt des machines, etc....) en cas d'incident ou d'accident.

Il s'assure que cette ou ces consignes sont connues du personnel concerné.

III.1.4 : Bornage et plans de l'exploitation

L'exploitation doit satisfaire aux prescriptions suivantes, avant le début des travaux dans le cadre de la présente autorisation :

- des bornes sont placées permettant de définir le périmètre de la carrière. Elles sont maintenues en place jusqu'à l'achèvement de la procédure de cessation d'activité prévue à l'article 34-1° du décret du 21 septembre 1977 susvisé,

- un plan de bornage, en deux exemplaires, est adressé dans les deux mois suivant la notification de l'arrêté d'autorisation, à l'inspection des installations classées à BEAUVAIS.

De plus, l'exploitant établit un plan à l'échelle 1/2000ème. Sur ce plan, sont reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords dans un rayon de 50 m,
- les bords de la fouille,
- les courbes de niveau ou cote d'altitude des points significatifs,
- les zones remises en état,
- la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

Ce plan est mis à jour au moins une fois par an. Une copie en deux exemplaires est adressée à l'inspecteur des installations classées, chaque année, au plus tard à la date anniversaire du début d'exploitation.

III.1.5 : Exploitation

Les extractions s'effectuent à l'aide d'engins mécaniques.

L'exploitation est conduite à ciel ouvert, en eau, sans assistance mécanique destinée à rabattre la nappe phréatique.

Le décapage des terrains est limité au strict besoin des travaux d'exploitation. Il doit être effectué autant que possible en période sèche. Il est conduit de façon à conserver la valeur humifère à la terre végétale.

III.1.6 : Accès

Les accès à l'exploitation doivent être limités en fonction des besoins normaux et garantis de manière à interdire l'accès à la carrière à tout véhicule étranger à l'entreprise.

L'accès de toute zone dangereuse et du carreau de la carrière doit être interdit par une clôture solide et efficace qui est continue aux endroits où un accès est matériellement possible ; elle est régulièrement surveillée et entretenue aux frais de l'exploitant et des pancartes signalent le danger.

En dehors des périodes ouvrées, l'établissement doit être fermé à clef, par un portail. Des pancartes rappellent l'interdiction de pénétrer.

III.1.7 : Conditions de circulation à l'extérieur de l'établissement

L'accès aux voies publiques se fait en concertation avec les services ou collectivités compétents. Un constat des lieux contradictoire est établi et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

La totalité des matériaux extraits valorisables est évacuée aux fins de traitement en dehors du site. Le chemin d'accès à la carrière doit permettre le croisement aisé des camions ou engins de transport. Au niveau de son débouché sur la voie publique, ce chemin est doté d'un revêtement stabilisé (tapis bitumineux ou équivalent), sur 50 m au moins.

L'exploitant assure l'entretien régulier de l'accès à la carrière et le nettoyage de la voie publique autant que nécessaire.

Une signalisation réglementaire est installée et régulièrement entretenue.

Dans la limite des articles L 131-8 et L 131-9 du code de la voirie routière, la bénéficiaire prend en charge les frais occasionnés par les aménagements rendus nécessaires du fait du trafic de poids-lourds généré par ses activités ainsi que les dommages résultant de ce trafic, travaux de renforcement, d'entretien ou de réparation qui résulteraient d'une évolution anormale des conditions de stabilité et de sécurité de la voirie existante, et ce, à la fois au droit des accès à l'établissement et sur les itinéraires d'approche ou de diffusion.

III.1.8 : Circulation dans l'établissement

Un plan de circulation est établi de manière à éviter les risques d'accident. L'exploitant porte ce plan à la connaissance des intéressés, par des moyens appropriés (panneaux de signalisation, feux, marquage au sol, consignes...). La signalisation est celle de la voie publique. Des aires de stationnement de capacité suffisante sont aménagées pour les véhicules en attente, en dehors des zones dangereuses. Les voies de circulation sont toujours dégagées pour permettre l'intervention des véhicules de secours en cas de nécessité.

Les emplacements des moyens de secours sont signalés et leurs accès maintenus dégagés en toute circonstance.

III.1.9 : Transport, chargement et déchargement des produits dangereux pour l'environnement

Les produits dits dangereux sont ceux visés par la réglementation sur le transport des matières dangereuses.

Le chargement et le déchargement des produits précités se font en présence d'un personnel instruit sur la nature et les dangers des produits, les conditions de réception et de chargement, les autorisations nécessaires, la réglementation relative au transport des produits concernés et sur les interventions en cas d'incident survenant au cours des opérations de transfert et de transport.

III.1.10 : Emprise des travaux

Pour sa partie concernée, l'exploitation est contenue, en zone Ncar1 définie au Plan Local d'Urbanisme d'ATTICHY.

Les bords des excavations doivent être établis et tenus à une distance horizontale :

- par rapport à la limite parcellaire avec la parcelle cadastrée section ZO n° 53 du territoire de la commune d'ATTICHY, à plus de :
 - 145 m coté chemin départemental n° 81,
 - 120 m coté chemin rural n° 33, d'ATTICHY à JAULZY ;
- de 10 m au moins pour le reste du périmètre autorisé et des pylônes électriques présents sur le site.

Compte tenu de la nature et de l'épaisseur, tant de la masse exploitée que des terres de recouvrement, l'exploitation doit être arrêtée, à compter des bords supérieurs de la fouille, à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations et l'épaisseur des différentes couches présentes sur cette hauteur.

III.2 : Effets sur l'eau

III.2.1 : Ecoulement des eaux superficielles

Toutes dispositions sont prises pour ne pas perturber de façon notable le régime hydraulique existant tant en cours d'exploitation qu'après remise en état des lieux :

- s'il y a lieu, un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre la zone en exploitation est mis en place à la périphérie de cette zone,
- les dépôts de matériaux, particulièrement les merlons, sont discontinus et orientés parallèlement à l'axe des crues de la rivière Aisne ;
- aucun stockage des matériaux valorisables extraits n'est réalisé sur le site durant les périodes pendant lesquelles existe un risque de crue de la rivière Aisne.

III.2.2 : Qualité des eaux superficielles ou souterraines

Toutes dispositions sont prises pour éviter qu'un déversement accidentel ne soit à l'origine d'une pollution des eaux superficielles ou souterraines.

Toute manipulation de produits liquides susceptibles de provoquer une pollution accidentelle des eaux superficielles ou souterraines, tel le remplissage des réservoirs de carburant, doit être effectuée sur une aire étanche formant cuvette de rétention ou dirigeant tout déversement accidentel vers une capacité de rétention dont la vidange par gravité est physiquement impossible.

La capacité de rétention doit être au moins égale à la quantité susceptible d'être épandue lors d'un incident.

Tout déversement accidentel dans les capacités de rétention doit aussitôt être récupéré et, soit recyclé, soit éliminé, en respectant les dispositions relatives au traitement des déchets.

III.2.3 : Epanchement de produits polluants

Pour les engins pour lesquels le remplissage des réservoirs en carburant ou en huiles est irréalisable sur une aire étanche, l'exploitant établit une consigne définissant la conduite à tenir pour éviter les incidents ou accidents pouvant être à l'origine d'une pollution, celle à tenir pour réparer en particulier les conséquences d'un épanchement de produits polluants et s'assure, autant que nécessaire, que cette consigne est connue de son personnel et est effectivement respectée.

Toute fuite sur un engin ou véhicule conditionne l'arrêt de celui-ci et la réparation immédiate qui s'impose.

III.3 : Effets sur l'air

L'émission dans l'atmosphère de fumées, poussières susceptibles d'incommoder le voisinage, de compromettre la santé publique, de nuire à la production agricole, à la conservation des monuments et à la beauté des sites est interdite.

Les pistes sont arrosées en tant que de besoin pour lutter contre l'envol des poussières sans nuire à la sécurité des véhicules appelés à circuler au chantier et sur les pistes.

III.4 : Déchets

L'élimination des déchets industriels spéciaux respecte les orientations définies dans le plan régional d'élimination des déchets industriels spéciaux approuvé par arrêté préfectoral du 1er février 1996.

L'élimination des déchets industriels banals respecte les orientations définies dans le plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés approuvé par arrêté préfectoral du 19 octobre 1999.

Tout brûlage à l'air libre est interdit.

Les huiles usagées sont éliminées, conformément à l'arrêté et au décret du 21 novembre 1979 modifiés et à l'arrêté ministériel du 21 novembre 1989.

.../...

III.5 : **Bruits**

III.5.1 : Les installations sont construites, équipées et exploitées de façon à ce que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 susvisé sont applicables à l'établissement. Notamment, l'activité du chantier ne doit pas être à l'origine dans les locaux riverains habités ou occupés par des tiers ou au-delà d'une distance de 200 m par rapport aux limites autorisées d'une émergence sonore supérieure à 5 dB(A) pour la période allant de 7 h à 22 h ; de plus, elle n'engendre pas, pendant cette même période, un niveau acoustique équivalent, mesuré en dB(A) suivant la norme S 31.010 supérieur à :

- 56.3 dB(A), au droit des habitations les plus proches d'ATTICHY, lieudit « Saint Laurent » ;
- 62.7 dB(A), au droit des habitations les plus proches de JAULZY.

Nonobstant les dispositions fixées au III.2 « Effets sur l'eau » ci-dessus, des écrans phoniques, sous forme de merlons talutés, engazonnés et entretenus, sont mis en place et maintenus aux emplacements utiles pour réduire au minimum les émissions sonores en dehors de la carrière. Au droit du plan d'eau existant du lieudit « La Maladrerie » à ATTICHY, ce merlon a une hauteur de 3 m au moins. S'il y a lieu, l'exploitant adopte toute autre mesure utile sous réserve qu'elle soit d'efficacité au moins égale et qu'il en justifie préalablement au préfet.

III.5.2 : Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier, utilisés à l'intérieur de l'établissement doivent être conformes à la réglementation en vigueur.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.....) gênants pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

III.6 : **Archéologie**

La réalisation des travaux est subordonnée à l'accomplissement préalable des prescriptions archéologiques susceptibles d'être fixées par arrêté préfectoral du préfet de la région Picardie, préfet de la Somme.

III.7 : Ouvrages de télécommunications

Tous travaux en bordure ou sur le domaine public, tel l'aménagement de l'accès au site, font l'objet d'un contact préalable avec le service SOVTEL (Sauvegarde des Ouvrages de Télécommunications) à la direction régionale France Télécom, 20 avenue Paul Claudel - 80050 - AMIENS cédex (tél : 03.22.49.11.11).

TITRE IV - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

IV.1 : Extractions

Sous condition de l'arrêt des extractions à 40 cm au moins au-dessus de l'horizon des argiles du Sparnacien, le site peut être excavé sur une profondeur moyenne :

- pour le secteur 1, de 3.40 m jusqu'à la cote minimale 33.7 m NGF ;
- pour le secteur 2, de 3.70 m jusqu'à la cote minimale 32.6 m NGF ;
- pour le secteur 3, de 3.00 m jusqu'à la cote minimale 33.0 m NGF.

Le volume total de granulats à exploiter est estimé à 999 000 m³.

La production annuelle de sables et graviers est en moyenne de 180 000 t, au maximum de 200 000 t.

Le volume des matériaux de découverte et des stériles est estimé à 172 000 m³ de terre végétale et 434 000 m³ de stériles. Ils sont conservés sur le site en vue de la remise en état des lieux.

IV.2 : Surveillance des effets

Eaux souterraines

La bénéficiaire prend en charge le suivi analytique de la qualité des eaux du captage d'ATTICHY, rendu du fait de l'exploitation nécessaire en complément de celui de la direction départementale des affaires sanitaires et sociales. Le suivi analytique complémentaire comprend au minimum les opérations suivantes :

- pendant toute la durée de l'exploitation, une analyse annuelle de contrôle de type D3-C3 portant sur les caractéristiques physiques (turbidité, conductivité, pH, oxydabilité,...) et chimiques (anions, cations, substances indésirables....) ;
- pendant l'exploitation du secteur le plus proche du captage (secteur 1), un contrôle mensuel de la turbidité et trois analyses annuelles de type P1, plus tous les deux mois les paramètres MES, DCO, DBO₅, NH₄.

Les analyses précitées sont réalisées conformément aux normes applicables, en concertation avec la direction départementale des affaires sanitaires et sociales à BEAUVAIS. Les résultats obtenus sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées pendant cinq ans.

Sauf opposition de l'exploitant du captage AEP du Moulin de Crèvecoeur, la bénéficiaire prend aussi en charge le contrôle de la qualité de l'eau délivrée à ce captage, dans les mêmes conditions que celles précitées pour le captage d'ATTICHY.

Bruit

L'exploitant réalise périodiquement un contrôle des niveaux sonores engendrés par les activités de la carrière, au moins une fois par an. Il tient les résultats obtenus à la disposition de l'inspection des installations classées pendant deux ans. Le premier de ces contrôles est effectué dès l'ouverture de la carrière, au plus tard sous le délai de deux mois après celle-ci.

Bilan annuel

Chaque année, à la date anniversaire de la présente décision, l'exploitant adresse en double exemplaire au préfet un bilan synthétique des opérations de surveillance précitées.

IV.3 : Remise en état

La remise en état des lieux affectés par les travaux d'exploitation de la carrière, tant au cours de l'exploitation qu'à l'issue de celle-ci, doit être effectuée conformément aux engagements pris par la pétitionnaire, tels qu'ils figurent au dossier de la demande. Elle est conduite de façon :

- pour le secteur 1, à remblayer l'excavation à la cote moyenne 38.0 m NGF afin de permettre la remise en culture de la parcelle ;
- pour le secteur 2, à remblayer partiellement (sur 7,6 ha) le coté est de l'excavation, à l'altitude moyenne 38.6 m NGF et à créer un plan d'eau de 19,7 ha ;
- pour le secteur 3, à créer un plan d'eau de surface 7,5 ha.

Pour les parties hors d'eau, la terre arable est étalée en couverture, sur une épaisseur de 0,35 m au moins. Leur reverdissement est effectué dès que possible, au plus tard six mois après la mise en place de la terre végétale.

Les berges des plans d'eau sont réalisées de manière à maintenir une bonne alimentation de la nappe en favorisant leur capacité filtrante. A cette fin, elles sont réalisées en pente douce (30°) directement pendant l'extraction du granulat.

Outre leur insertion aussi naturelle que possible dans le paysage, les plans d'eau sont réalisés de façon à permettre, s'il y a lieu, leur intégration dans le dispositif de lutte contre les crues de l'Aisne, actuellement en cours d'élaboration.

Les matériaux mis en oeuvre pour la remise en état des lieux sont constitués :

- des matériaux de découverte de la carrière objet de la présente autorisation, sous réserve que les activités dont elle est le siège n'aient pas altéré leur innocuité pour l'environnement ;

.../...

- dans la limite de 67 000 m³, des remblais extérieurs pour le seul secteur 2, sous réserve des dispositions édictées à l'article 12.3 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé. En particulier, le remblayage ne doit pas nuire à la qualité et au bon écoulement des eaux ; les remblais (déblais de terrassement, matériaux de démolition non recyclables,...) doivent être triés préalablement à leur admission sur le site de la carrière, de manière à garantir l'utilisation des seuls matériaux inertes.

Les apports de remblais extérieurs sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques et les moyens de transport utilisés et qui atteste la conformité des matériaux à leur destination.

L'exploitant admet les remblais extérieurs sous sa seule responsabilité. Il tient à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux et les moyens de transport utilisés ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant au registre.

L'admission et la mise en oeuvre de remblais extérieurs sont aussi conditionnées par la mise en place d'opérations destinées à surveiller leurs impacts éventuels sur la qualité des eaux de la nappe alluviale. A cet effet, l'exploitant fait réaliser, avant tout apport desdits remblais, puis en mars et en septembre de chaque année, pendant la période de leur admission et mise en oeuvre et au-delà de cette dernière pendant un an, des prélèvements et analyses desdites eaux. Les prélèvements sont opérés dans le plan d'eau du secteur 2, dès qu'il aura été créé ; s'il y a lieu, dans l'attente de cette création, ils le sont dans un piézomètre à implanter en limite sud des parcelles cadastrées ZC n° 42 ou 43 à BITRY. Les analyses portent sur les paramètres suivants : pH, turbidité, conductivité, MES, DCO, DBO₅, NH₄. Les opérations précitées sont réalisées conformément aux normes applicables, par un intervenant agréé. Les résultats enregistrés sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées. Ils figurent au bilan prévu au IV.2 « Surveillance des effets » ci-dessus.

La remise en état des lieux comprend aussi en particulier :

- la suppression des installations fixes liées à l'exploitation proprement dite ou des installations annexes ;
- le nettoyage de l'ensemble des terrains comprenant l'enlèvement de tous matériels, matériaux, déchets et détritux divers ;
- le nivellement des abords des excavations, à la cote du niveau avant exploitation ;
- la reconstitution du sol afin de permettre l'implantation et la croissance des végétaux ;
- s'il y a lieu, un sous-solage et/ou des analyses pédologiques sont réalisées afin d'optimiser les conditions de vie de la végétation à venir.

IV.4 : Desserte de l'établissement

Les matériaux valorisables extraits sont traités à l'extérieur du site de la carrière. Les camions les évacuant empruntent la voie communale n° 6 ou la voie communale n° 9 jusqu'à la RD 81, la RD 16, puis la RN 31.

Les camions de remblais apportés de l'extérieur suivent l'itinéraire inverse.

Afin de reconsidérer, s'il y a lieu, les conditions de desserte de la carrière, l'exploitant réalise une étude technico-économique, argumentée, examinant la possibilité d'utiliser la voie d'eau pour les évacuations de granulats et les apports de remblais. Cette étude est remise en sept exemplaires au bureau de l'environnement de la préfecture de l'Oise, sous le délai de 6 mois à compter de la présente autorisation.

IV.5 : Ouvrages électriques

Les travaux d'exploitation et la remise en état de la carrière sont conduits de manière à permettre, en toute circonstance, l'accès terrestre aux pylônes électriques présents sur le site des véhicules susceptibles d'intervenir pour l'entretien ou la réparation des lignes électriques.



